FEDERATION
DES ETUDIANTS
DE POLYNESIE FRANÇAISE
(FAEPF)

CAHIER DE REFLEXION DES ETUDIANTS DES AEPF (CREA)

ÉDITION N°4

AVEC LE CONCOURS DES ETUDIANTS POLYNESIENS

AVRIL 2012

SOMMAIRE

SUJET : L'EMPLOI EN POLYNESIE FRANÇAISE

I- ETAT DES LIEUX ET CONTEXTE

II- REFLEXION EN AVAL SUR L'EMPLOI EN POLYNESIE

- **IDEE N°1 : LA PRODUCTION LOCALE**
- **IDEE N°2 : REDUCTION DU COUT DU TRAVAIL : BAISSE DES CHARGES SOCIALES**
- **IDEE N°3 : REDUCTION DU COUT DU TRAVAIL : CREATION D'UN SMIC SOCIAL**
- **IDEE N°4 : L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL**
- **IDEE N°5 : PRET A L'ENTREPRENEURIAT BONIFIE**
- **IDEE N°6 : POLITIQUE D'OCEANISATION DES CADRES**

III- REFLEXION STRUCTURELLE DE L'EMPLOI EN POLYNESIE

- **REFLEXION N°1 : ITE-PF ET BASE DE DONNEES**
- **REFLEXION N°2 : PROMOTION DES FILIERES TECHNIQUES**
- **REFLEXION N°3 : UN PLAN D'EMPLOI POUR LA POLYNESIE FRANÇAISE**
- **REFLEXION N°4 : PROMOTION POUR L'EMPLOI DES JEUNES**
- **REFLEXION N°5 : RESTRUCTURATION ET PROMOTION DU SEFI**

IV- CONCLUSION

I- État des lieux et contexte

Dans un contexte économique mondial morose et moribond, les gouvernements des pays industrialisés concentrent avec acharnement leurs efforts sur l'emploi interne de leurs pays, non seulement structurellement mais également conjoncturellement. Structurellement, en modifiant le système, conjoncturellement, en apaisant les effets de la crise. Il va sans dire que dans une crise mondiale, les marchés physiques sont les piliers de l'économie et à ce titre, leur source doit être préservée : l'emploi. Nous avons souvent l'impression en tant que jeune polynésien, que les efforts des décideurs politiques de notre pays, dans cette optique de protection de l'emploi, ne sont pas si importants, ou manquent d'efficacité. Et pourtant, la Polynésie française est loin d'avoir les mêmes problématiques de délocalisation des entreprises ou encore une concurrence destructrice sur ses marchés. Cependant il est clair que nous avons les mêmes phénomènes de « fuite de cerveaux » mais ils sont souvent remplacés par d'autres. L'autre aspect problématique de l'emploi, c'est que la concurrence est partout et féroce. C'est pour cela que les libéraux et les keynésiens n'arrivent pas à s'entendre sur ce sujet. La *« main invisible »* d'Adam Smith censée rééquilibrer par une force mystérieuse, le marché de l'emploi, est ici très controversée car les phénomènes de lobbying de la demande de travail empêchent son bon fonctionnement.

Attention à ne pas confondre l'offre d'emploi et l'offre de travail. En effet en économie, celui qui offre son travail, est le salarié, celui qui demande du travail, est le patron. Ne soyez donc pas choqué en lisant les lignes suivantes.

Le problème de l'emploi est assez complexe car il fait intervenir plusieurs facteurs endogènes et exogènes difficiles à contrôler ou à prévoir. Mais il existe des leviers économiques permettant la réduction de cette incertitude. L'emploi dépend donc de :

- La démographie : Plus il y a de personne, plus il est difficile de les rendre toutes actives.
- L'âge : le stock d'actif pour le nombre de retraité influe sur l'emploi
- La création d'emploi : peut être le taux le plus difficile à prévoir
- La destruction d'emploi : qui peut être limitée grâce aux politiques publiques

Les problématiques d'emploi viennent donc de ces facteurs qui chacun de leur côté, affectent en proportion différentes chaque pays avec ses spécificités. Il n'existe donc pas qu'une solution à l'emploi, mais des variantes pour chaque pays auquel on veut réfléchir. Pour nous c'est la Polynésie française.

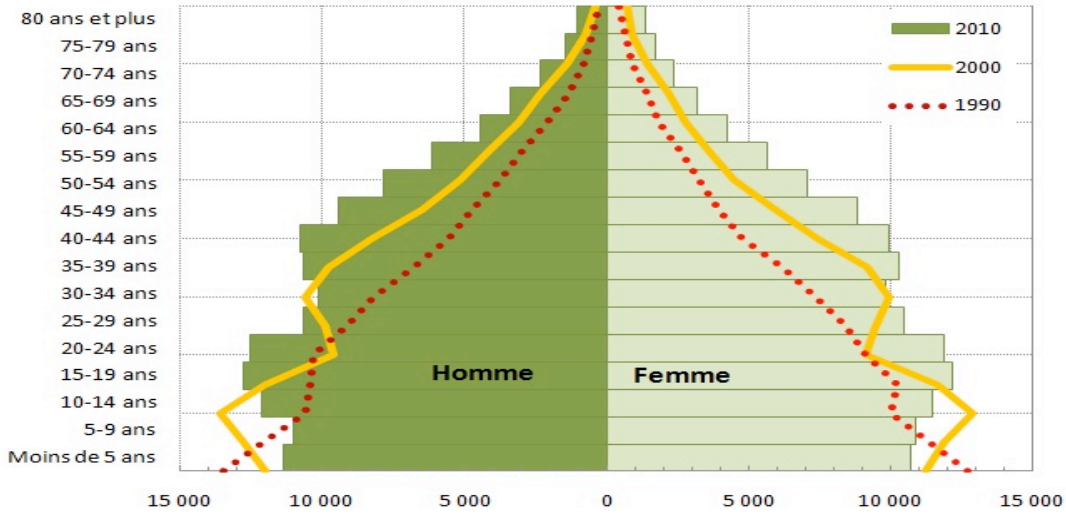
C'est dans ce contexte que la FAEPF et les étudiants Polynésiens ont voulu réfléchir à un modèle économique et social qui sera surement jugé comme très loin de la réalité actuelle de la Polynésie, ce dont nous sommes conscient. Nous pensons cependant que l'élévation de l'âme et l'élévation sociale vont de paire avec l'élévation de la conscience. ***Pour philosopher, il faut d'abord épurer son esprit***. Les grecs ont appelé ce sentiment la Catharsis, l'art de s'élever dans la tragédie pour se rendre compte que les petits problèmes de tous les jours peuvent être facilement réglés et qu'il est possible de vivre heureux sans s'y attarder. La catharsis s'accompagne souvent d'un dilemme grave et douloureux, un peu comme dans la raison d'Etat contre la vérité absolue que Giraudoux met en scène dans son Electre. D'abord nous rêvons, ensuite nous extrayons les idées viables, puis nous appliquons. Cette maxime définit notre démarche, même si l'application dépend plus de la volonté politique que de la pertinence de nos idées.

Chiffres clés pour 2010

	Polynésie française	France métro.
Au 1er janvier 2011		
Population au 1er janvier 2011 (milliers)	270	63 136
Pour l'année 2010		
Croissance de la population (%)	1,2	0,5
Naissances	4 579	790 000
Indice conjoncturel de fécondité	2,1	2,0
Taux de mortalité infantile (‰)	5,5	3,7
Age moyen des mères	27,5	30,0
Décès	1 261	545 000
Espérance de vie des hommes	73,2	78,1
Espérance de vie des femmes	78,3	84,8
Mariages	1 330	249 000
Taux de nuptialité (‰)	5,0	3,8
Age moyen de l'époux au 1er mariage	35,9	31,6
Age moyen de l'épouse au 1er mariage	32,5	29,6

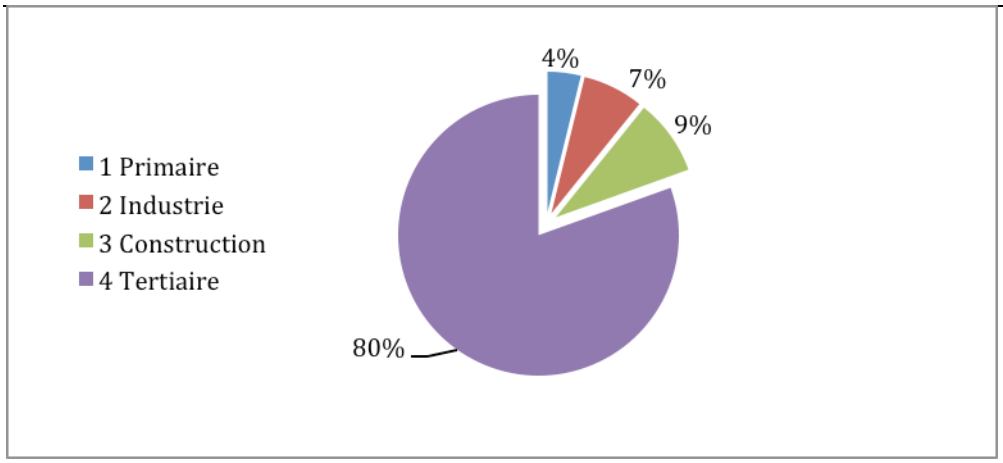
Source : ISPF

En Polynésie, le nombre d'actif en activité n'a pas beaucoup évolué en 10 ans oscillant autour de 80.000 actifs pour une population croissante atteignant aujourd'hui plus de 270 000 personnes. Au regard des graphiques, la population croît de façon constante sur toute la Polynésie. On observe cependant aussi une récession de l'emploi dans les îles plus forte qu'à Tahiti. La Polynésie française a quelques caractéristiques telles que la pyramide des âges gonflées en jeunes.



La problématique de l'emploi en Polynésie est donc avant tout, et surtout, une problématique d'emploi de la jeunesse. Cette problématique est rencontrée dans tous les pays développés où le chômage des jeunes est bien plus élevé que la moyenne des nations. Sur le total de la population des 15 ans et plus en Polynésie française, les moins de 30 ans représentent 36% de la population en âge de travailler. Pourtant les moins de 30 ans ne représentent que 26,4% des actifs ayant un emploi et dans le même temps ils représentent 66,2% des *« chômeurs »* en Polynésie Française (*source : données recensement population 2007, ISPF*) et plus de la moitié de la population polynésienne a moins de 25 ans.

En plus de cette constante, la Polynésie a un fort taux d'actif dans le secteur tertiaire (des services). Une autre des caractéristiques des pays développés.



Néanmoins, malgré toutes ces caractéristiques de pays développés, et bien que l'ONU et les instances internationales considèrent aujourd'hui la Polynésie Française comme un pays développé, ce développement est autoentretenue par les transferts de l'Etat (donc une chaîne fictive). Nous en arrivons donc à réfléchir en deux phases. La première est de régler le chômage conjoncturel (celui qui est subit et dû à la crise) en créant des incitations économiques et/ou des politiques publiques de levier afin d'atténuer ou d'amortir les effets de la crise internationale et local au niveau des emplois. Alors que dans un deuxième temps nous allons réfléchir à des modifications structurelles pour attaquer le chômage structurel de la Polynésie française. Celui ci est dû à une mauvaise répartition de l'emploi dans les différents secteurs d'activités. L'erreur à ne pas faire serait de considérer l'emploi comme une donnée fixe avec des cases vacantes que l'on rempli. Plus on crée d'emploi, plus on crée de consommation, et donc plus on crée d'avantage d'emploi.

Attention cependant à ce que cette spirale vertueuse ne se transforme pas en spirale inflationniste.

II- Réflexion en amont sur la conjecture de l'emploi en Polynésie

Idée n°1 : Favoriser la production locale

La production locale est en général très importante pour la croissance d'un pays. En Polynésie, cette réflexion sur la production locale est souvent au second plan, car l'import est devenu la norme de tous les petits pays insulaires du pacifique. Nous pensons que le problème de la production locale en Polynésie est loin d'être insolvable, c'est une question de mode de consommation et d'éducation à la consommation. Henri Hiro avait crée polémique en préparant un ma'a tahiti à la cantine d'une école de Faa'a. Aujourd'hui ces images sont choquantes pour nous les jeunes, car on y voit des enfants polynésiens n'ayant jamais mangé de taro, 'ufi, maniota, etc. Grace à son dévouement, et son combat, il a réussi à nous rééduquer à la consommation de produits locaux. Nous pensons cela insuffisant, nous pouvons aller plus loin.

Favoriser la production locale, et donc les produits de consommations locales, c'est en partie favoriser l'emploi local. Nous nous voyons mal aujourd'hui importer du Nono des Vanuatus, des Taro de Cook ou encore du 'uru de Fidji. Des mécanismes peuvent être trouvés et proposés pour favoriser la consommation locale.

Il est prouvé que c'est dans le secteur primaire, et surtout dans l'agriculture et la perliculture, qu'il y a le plus de moyens techniques et de synergies pour créer des emplois. C'est aussi une population jeune qu'il faut sensibiliser à ce travail dans un premier temps, et orienter dans un second.

Idée n°2 : Réduction du coût du travail : Baisse des charges salariales

La plupart des politiques de relance de l'emploi, passent par l'abaissement de son coût. L'abaissement du coût de travail est souvent synonyme de baisse de pouvoir d'achat ; sauf lorsque ces baisses concernent les charges sociales patronales ou salariales. Nicolas SARKOZY a mis en place une TVA sociale pour baisser le coût du travail au niveau des charges sociales patronales. L'efficacité peut être satisfaisante, mais l'application empêche une bonne équité sociale. En effet, les bas salaires, qui consomment plus en proportion marginale que les hauts salaires, sont plus défavorisés par ce genre de loi. Si les effets d'aubaines sont plus forts que la perte de pouvoir d'achat, cela peut être une mesure insatisfaisante. Nous préconisons cependant une baisse des charges salariales qui ont un double effet positif de réduction des coûts du travail et d'augmentation du pouvoir d'achat en même temps.

Idée n°3 : Réduction du coût du travail : Création d'un SMIC social

Nous pouvons réfléchir à la création d'un SMIC plus faible pour favoriser l'emploi (110.000XPF). Ce SMIC social serait subventionné par le territoire si l'entreprise prouve qu'elle fait partie d'un processus de production local et que l'employé justifie de plus de 6 mois d'une recherche d'emploi infructueuse. Ainsi le pouvoir d'achat de ce SMICard social serait aussi fort qu'un SMICard normal avec un salaire net d'environ 140.000xpf par mois pendant un an.

Idée n°4 : L'entrepreneuriat social

On considère souvent l'entrepreneuriat comme un sport de riche, comme si cette activité était réservée à une élite. Or l'entrepreneuriat se socialise dans le monde à travers un nouveau modèle économique viable : *le social business*. Nous préconisons une plus forte participation du territoire à la création d'entreprise sociale en favorisant l'accès au crédit au plus démunis s'ils acceptaient de participer à une formation continue à l'entrepreneuriat de la CCISM.

<u>Idée n°5</u> : Un prêt à l'entrepreneuriat bonifié

L'ADIE est déjà implantée en Polynésie, et permet l'obtention de micro-crédit à faible de taux pour les plus démunis ou les personnes trop engagées dans leurs établissements bancaire. Mais le territoire pourrait passer des conventions avec les banques afin de proposer un Prêt à l'entrepreneuriat bonifié (PEB). Les intérêts seraient pris en charge par le Pays. L'entrepreneur ne remboursera que le capital. Ces prêts seraient accessibles sur critères sociaux (quotient familial)

<u>Idée n°6</u> : Favoriser l'océanisation des cadres

Nous souhaitons que les pouvoirs publics commencent à réfléchir à des incitations économiques favorisant l'océanisation des cadres. Nous remarquons que cette océanisation n'est pas acquise dans le privée, mais surtout dans le public. La FAEPF a d'ailleurs pris position lors de l'affaire des « professeurs stagiaires ». Nous regrettons que des jeunes diplômés compétents, ne puisse pas trouver un emploi décent dans le pays qui les a vu naître, et / ou grandir. Cela peut passer par un système de quota, ou d'incitation économique sous forme d'exonérations d'impôts.

III- Réflexion en aval sur la structure de l'emploi local

Réflexion 1 : ITE-PF et base de données

Nous l'avions déjà mentionné lors de notre CREA n°2, mais nous pensons que la création d'un Identifiant Territorial des Étudiants de Polynésie Française (ITE-PF) est indispensable pour connaître le stock de compétences jeunes dont le Pays dispose, afin de le confronter à ses besoins. Cela lui permet ainsi d'ajuster son vivier d'étudiants et de promouvoir de nouvelles filières grâce aux bourses majorées. Cet identifiant pourra également servir à s'identifier sur un serveur spécial qui regroupera toutes les informations qu'il souhaite partager sur son cursus. Ainsi en ayant les profils de tous les étudiants polynésiens dans le monde, nous pourrons plus facilement déceler les filières désertes et les filières bouchées.

Réflexion 2 : **Promotion des filières techniques**

Nous proposons aux pouvoirs publics de favoriser les filières techniques pour éviter les échecs involontaires en filières générales. Nous avons remarqué un fort taux d'échec dans les filières générales de l'Université de Polynésie Française. Nous sommes persuadés que ce fort taux d'échec est dû à une mauvaise orientation, ou encore, à des pressions sociales qui poussent les jeunes à s'investir dans des filières trop générales, alors même qu'ils seraient bien meilleurs dans des filières techniques. Nous proposons une campagne de communication simple, ou l'on fera comprendre que de venir d'une filière technique n'est pas une tare, au contraire c'est un atout stratégique pour un emploi moins incertain que dans les filières générales.

Réflexion n°3 : Un plan d'emploi pour la Polynésie Française

Nous proposons de travailler en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, et le Ministère du Travail, sur un plan d'emploi sur 15 ans. Si nous calculons le nombre d'étudiant censé revenir sur le territoire diplômé, avec le nombre de polynésien censé partir à la retraite pendant ce laps de temps, nous pouvons décemment prévoir le manque d'emploi dans chacune des filières de l'économie polynésienne.

Ce que nous ne pouvons pas prévoir, c'est la création de nouveaux emplois dans chaque filière de l'économie, voir même la création de nouvelles filières.

Réflexion n°4 : Promotion pour l'emploi des jeunes

On l'oubli souvent, mais la jeunesse polynésienne représente la majeure partie de la population polynésienne. Elle représente aussi la plus grande partie des chômeurs polynésiens. Nous pensons que la résorption des problématiques d'emplois pour la Polynésie est mathématiquement liée à la préférence de l'emploi des jeunes. Il faut donc créer des politiques publiques d'incitations privées voir même de taxes permettant l'amélioration de l'insertion des jeunes dans la société active. Cela peut passer par un système de « quota jeunes », ou encore un système de réduction du coût du travail pour les jeunes à travers un contrat de travail spécifique pour les jeunes polynésiens.

Réflexion n°5 : Restructuration et promotion du SEFI

Nous avons observé qu'il y a souvent une gêne des actifs polynésiens à se déclarer demandeur d'emploi. En effet cette gêne est souvent due au manque d'information ou encore à la vitesse de propagation de celle ci. En métropole, cette gêne est compensée par une allocation chômage qui incite les actifs sans emploi à se déclarer. Sur cette base, une allocation chômage ne serait pas une mauvaise chose, si et seulement si, celle ci était encadrée d'une façon stricte et rigoureuse. N'oublions pas non plus la culture du *« fiu »* local qui peut finalement être un frein à l'efficacité d'une telle allocation. La restructuration serait d'abord stratégique, le changement de nom est toujours bon pour accompagner un changement d'image (ANPE → Pôle emploi ; SEFI → Pôle-ynésie emploi) et surtout une campagne de communication montrant la pertinence d'un tel outil. Cela permettrait de lubrifier le marché de l'emploi en accélérant la confrontation de l'offre et de la demande.

IV- Conclusions

Chez Aristote on retrouve la nécessité de l'activité économique d'une cité. Pour autant, l'activité productrice de valeur, le travail qui vise telle ou telle finalité particulière, n'est pas une activité qui doit être placée comme une finalité pour l'être humain en tant qu'individu, mais pas non plus être la finalité recherchée dans l'orientation politique de la société. L'activité économique a son importance, mais celle ci n'est qu'un moyen autant pour les différents agents d'une communauté que pour la communauté en tant que telle, une étape dans la réalisation d'une justice générale, claire et équilibrée.

Dans une telle perspective, l'organisation nécessaire à l'activité économique et ainsi au marché de l'emploi se doit d'être en tout temps subordonnée à un idéal politique plus large et motivée par sa propre vertu.

Autrement dit, dans le cadre d'une réflexion sur l'avenir de l'Emploi en Polynésie Française, il apparait avisé de noter qu'il serait préférable d'orienter les politiques sur ce sujet selon une réflexion plus générale sur le devenir politique de la société polynésienne. Dans la considération de valeurs choisies comme fondement idéal de la société recherchée, il sera alors possible d'agir pour la mise en place d'un marché de l'emploi adapté à la politique polynésienne.

Toutes choses restant égales par ailleurs, mécaniquement, en favorisant l'emploi de la jeunesse polynésienne, nous favorisons finalement la majeure partie de l'Économie Polynésienne. En effet la structure même de notre politique d'emploi n'est pas en phase avec notre démographie. Cette photocopieuse institutionnelle ne devrait pas sévir dans l'emploi, car l'emploi est la composante principale de la demande. Si l'emploi des jeunes était favorisé, il y aurait finalement de nouvelles façons de consommer qui apparaitraient et qui relanceraient une partie de l'économie. Or nous pensons souvent que les hauts parleurs reflètent parfaitement les échos de la société, mais ils ne sont que leurs amplificateurs. Ne nous fions pas au son mais au fond.

En plus de cette constante, l'emploi est la seule composante de l'économie qui ne connaît pas de clanisme. En effet, peu importe la partie de l'économie que l'on veut favoriser, la création d'emploi se fera mais en proportion différente. Il devient ensuite logique de favoriser le secteur d'activité qui optimise le plus la création d'emploi, et l'amélioration de la balance courante ou de la demande domestique.

Nous l'avons déjà dit, cette réflexion se fait sur le long terme… Et, Keynes aimait dire *« A long terme, nous serons tous morts »* et donc, réfléchir à si loin n'apporte que peu à l'action… N'y voyez pas de révolution systémique, juste une réflexion à terme. L'ennemi commun étant l'obscurantisme, nous ne nous sommes imposé aucun tabou. Nous souhaitions simplement travailler et canaliser notre conscience à travers la pensée pour que les dessins des érudits, remplacent les actions des ingénus.

Dans ce CREA, nous n'avons ni l'espérance, ni la prétention d'avoir fourni un travail parfait. Nous espérons simplement vous avoir passionné, autant que nous l'avons été, à le réfléchir et à le rédiger...

E Tu ! A tu ! i a muri noa tu…